



ENTRETIEN

Entretien avec Kmar Bendana

Oissila Saaidia

Kmar Bendana, professeure émérite d'histoire contemporaine à l'Université de La Manouba, est chercheuse associée à l'IRMC. Ses recherches portent principalement sur les archives et, plus précisément, la fabrique de l'archive. Elles l'ont conduite à s'interroger sur les liens entre connaissance scientifique et archive. Ce travail lui a permis d'appréhender et faire connaître les relations entre la science et l'administration, et plus largement, de comprendre les raisons et la façon dont on produit le savoir. Ses recherches questionnent aussi les informations dont disposaient les Français, ou encore les Italiens et les Anglais, sur la Tunisie à l'époque coloniale.

Sa thèse de troisième cycle s'intéresse aux établissements pénitentiaires sous l'administration française en Algérie. Son travail d'habilitation s'est, quant à lui, focalisé sur l'histoire intellectuelle et l'histoire des intellectuels en Tunisie, à l'époque du Protectorat.



► Quel rapport as-tu entretenu avec la Libye, avant 2011 ?

J'ai intégré, en 1982, un programme de recherche sur les archives coloniales en Tunisie, avec Charles-André Jullien et Martine Müller. Ce travail a été lancé suite à une précédente expérience sur les archives coloniales italiennes en Libye. À l'époque, cette expérience libyenne des archives a servi de modèle pour la Tunisie. Dans le cadre de ce programme de l'Université tunisienne, des colloques avec des chercheurs libyens ont été organisés. Dans les années qui ont suivi, mes relations avec mes collègues libyens ont été plutôt discontinues.

► Selon toi, que représentent les SHS en Libye, entre les années 1980 et 2010 ?

J'ai croisé peu d'historiens, plutôt des politistes et des économistes. C'était alors un milieu très masculin, il l'était aussi en Tunisie à la même période, mais dans une moindre mesure. Toutefois, je garde le souvenir précis d'une jeune politiste rencontrée lors d'un colloque à Oran, travaillant sur le rôle de l'armée.

Avant 2010, ma connaissance de la Libye se limitait principalement aux problèmes existant entre la Tunisie et la Libye, comme le projet d'union entre les deux pays (1974), l'affaire du plateau continental (1978), ou encore les événements de Gafsa en 1980.

► Et depuis 2011, quel est ton lien avec la Libye ?

La question de l'intervention étrangère – surtout française – nous a donné l'image d'un pays livré à des pressions étrangères insupportables. Cela a même rendu le personnage de Kadhafi sympathique, quand bien même je ne le tenais pas en haute

estime. En parallèle, en Tunisie, à la même période, nous avons l'impression que la dynamique de la révolution était interne.

Ces moments historiques peuvent nous mettre face à ce que l'on aurait voulu faire et qu'il ne nous est plus possible d'accomplir... J'ai toujours eu le regret de ne pas être allée en Libye quand j'en avais la possibilité, tandis que je connais mieux le Maroc et l'Algérie. L'histoire récente, depuis 2011, a changé mon regard sur la Libye.

► Raconte-nous ta première expérience avec la Libye depuis 2011.

J'ai eu la chance de coordonner et animer un premier atelier d'écriture scientifique de l'IRMC au printemps 2019, sous la forme d'une semaine de formation en méthodologie et écriture scientifique en sciences humaines et sociales, au profit de 18 étudiants et 5 enseignants libyens de l'Université de Tripoli et de l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli. Cet atelier avait pour objectif d'apporter un soutien méthodologique aux étudiants, pour stimuler la coopération scientifique entre les établissements d'enseignement supérieur libyens, l'IRMC et l'Université tunisienne.

Je l'ai vécu comme une véritable aventure pédagogique : c'était la première fois où tout était pensé et fait en langue

arabe. C'était un véritable test pour moi-même que d'avoir un auditoire totalement arabophone.

Au cours de cette semaine de formation, nous sommes aussi allés visiter l'exposition *Instant Tunisien. Archives de la Révolution* au musée du Bardo. C'est une exposition qui a mis en lumière les 29 jours de la révolution tunisienne de 2011, à travers des archives. La mise en perspective de cette exposition avec la délégation libyenne, qui connaît les troubles dans son pays, a été un moment très enrichissant.

► Puis, vient le projet FSPI, un nouveau défi...

Oui, ce projet a représenté un nouveau défi, dans le cadre des humanités numériques. Il s'agissait alors de mettre en place des liens durables entre les universités libyennes, et l'IRMC, le tout en période de Covid-19. Ce projet nous a permis de réfléchir à la façon d'enseigner aujourd'hui, en 2030, en 2040, et comment faire pour que les étudiants circulent.

► Quels sont les points positifs de ce projet, d'après toi ?

Ce projet a permis à des Libyens et des chercheurs tunisiens associés à l'IRMC d'échanger, sans lien avec le commerce cette fois, mais dans le domaine universitaire. Je trouve les sciences humaines et sociales (SHS) maltraitées

en Tunisie, où les études tendent de plus en plus vers une technicisation. Ce projet est une manière de prouver que les SHS servent à quelque chose. On peut même faire des SHS avec nos voisins : on sort alors de nos cadres nationaux étouffants.

► Et c'est par le truchement d'une institution française que s'est dessinée cette proximité avec la Libye...

Oui certes, car l'Université tunisienne n'est pas tournée vers la Libye, et n'a pas les moyens de mettre en place ce type de programme. Comme je suis à la fois chercheuse associée à l'IRMC et membre de l'Université de La Manouba, cela m'a permis d'être un lien entre l'Université tunisienne et l'Université libyenne.

► Peux-tu dire un mot sur la place des femmes dans le programme ?

D'emblée, nous avons sélectionné les doctorant.e.s sur une base paritaire (dix femmes et dix hommes). Par ailleurs, la question de la parité est intéressante quand on évoque la situation en Tunisie et en Libye : actuellement, cinq femmes sont ministres en Libye, contre une seule en Tunisie. Ces relations entre nos pays nous permettent de remettre en perspective des préjugés, notamment sur nous-mêmes et la réputation d'« exception tunisienne » concernant le droit des femmes.



ENTRETIEN

► Selon toi, en tant qu'historienne, quel pourrait être le devenir des SHS en Libye ?

Problèmes politiques, pays militairement dévasté : nous avons intérêt à trouver des espaces où nous rencontrer. J'aimerais qu'il y ait plus de mouvements entre les universités. Dans les SHS, nous avons besoin de ces échanges. Pour moi, l'un des problèmes, du côté tunisien, est de toujours se tourner, exclusivement, vers l'Europe, alors que l'on pourrait s'orienter vers l'Université libyenne, avec des travaux de recherche et de nouveaux terrains en commun.

► D'autant plus que nous nous sommes rendu compte que les thématiques de l'IRMC font écho aux problématiques de recherche de nos collègues libyens...

Oui tout à fait. Et pouvoir interroger des Libyens sur leur histoire contemporaine a été très stimulant pour moi. Aussi, la Libye ne peut pas être exclue des réflexions sur le Maghreb contemporain, qui a longtemps été perçu (et continue parfois de l'être) comme réduit au Maroc, à l'Algérie et à la Tunisie.

► En tant que « maghrébiniste » convaincue, tu peux être considérée comme faisant partie

de ces bâtisseurs du Maghreb contemporain. Ce programme tente d'enraciner une culture du débat dans les universités libyennes et de faire sortir les universitaires en SHS de leur relatif isolement. Ce sont de telles initiatives, en sciences sociales, qui permettront de proposer des clés de compréhension sur la Libye, qui manquent encore à l'heure actuelle. De tels projets sont rendus possibles grâce à des universitaires passionnés, et nous te remercions pour ton engagement dans cette aventure qui ne fait que commencer.

Vue aérienne de la capitale libyenne, Tripoli



© afp.com/.